

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme
Numéro. 133, Décembre 2020
Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

L'année a été difficile, vieux 2020. Bien que le commentaire du numéro de décembre se penche habituellement sur des éléments importants — souvent tristes — de l'année qui vient de s'écouler, le commentaire de cette année ne rapporte que de bonnes nouvelles de l'année ou de ceux qui peuvent apporter un sourire. Voici une meilleure année 2021!

Janvier. Dans une décision historique, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a déclaré que les effets du changement climatique pourraient déclencher les obligations de non-refoulement des États où les réfugiés climatiques cherchent refuge.

Février. La Cour européenne des droits de l'homme a statué dans une affaire roumaine que la violation de la vie privée d'un conjoint sur Internet est une forme de violence domestique.

Mars. En Argentine, l'accès du public aux archives du ministère de l'Intérieur a conduit à une décision de la cour d'appel selon laquelle l'affirmation du peuple Pilaga selon laquelle la police nationale et l'armée de l'air ont commis un génocide contre eux en 1947 était vraie.

Avril. La Conférence internationale des commissaires à l'information, tout en reconnaissant que, pendant la crise COVID -19, les ressources peuvent être détournées du travail habituel en matière de droits à l'information, a souligné l'importance du droit d'accès à l'information et la nécessité d'une bonne tenue des records dans ce qui sera une période très analysée de l'histoire.

Mai. Après plus de deux décennies, la communauté indigène Ashaninka de la forêt amazonienne a finalement remporté un procès contre les compagnies forestières qui ont illégalement déboisé les terres de la tribu dans les années 1980, gagnant à la fois de l'argent et des excuses officielles.

Juin. Un département des shérifs du comté dans l'État américain du Maryland a un chien de détection de stockage électronique formé pour renifler les dispositifs de stockage comme les lecteurs flash et les téléphones cellulaires.

Juillet. Lorsque le procureur en chef d'Haïti a déclaré qu'il n'avait aucune documentation sur le rôle d'Emmanuel Constant dans le massacre de Raboteau en 1994 ou sa condamnation antérieure, des groupes de défense des droits de l'homme ont fourni des copies du jugement contre Constant et du *Moniteur* du 23 novembre 2000 (la gazette officielle du pays) où le jugement a été publié.

Août. La Convention 182 des Nations Unies sur les pires formes de travail des enfants (comme l'esclavage, la prostitution et la traite) est entrée en vigueur lorsque le dernier des 187 pays membres de l'Organisation internationale du Travail des Nations Unies l'a ratifiée.

Septembre. Lors de l'ouverture d'un nouveau bâtiment d'archives malaisien, le sultan Nazrin a réfléchi à l'importance des archives, faisant référence à la décision de la Cour internationale de Justice de 2002 selon laquelle la Malaisie possède les îles Sipadan, qui a déclaré que l'Ordonnance malaisienne sur la préservation des tortues de 1917 montrait que la Malaisie avait l'intention "d'exercer des fonctions étatiques à l'égard des deux îles".

Octobre. Quoi qu'en dise l'accord sur le Brexit, un document remis à la Flandre (Belgique) en juillet 1666 par le roi Charles II donne à 50 bateaux de pêche flamands l'accès aux eaux britanniques à perpétuité.

Novembre. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont engagés à mettre en place un "Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes", que les Rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les droits de l'homme ont appelé un pacte révolutionnaire pour lutter contre la pollution et garantir un environnement sain.

Décembre. La police péruvienne a filmé une descente au cours de laquelle des membres de l'escouade antidrogue de la police déguisés en Père Noël et un elfe sont entrés dans une maison de Lima, non pas pour livrer des cadeaux, mais pour capturer un trafiquant présumé de cocaïne et de drogue.

Nouvelles de la Section des Archives et des droits de l'Homme. La Section tiendra une réunion le 26 Janvier, à 15H00. L'agenda est le suivant :

1. Rapports sur les projets puisque le Groupe est devenu une Section (avant, c'était un groupe de travail)
2. Programme pour les prochaines années
3. Publications
4. Equipes de travail pour les projets spécifiques
5. Participation de la SADH au Congrès ICA à Abu Dhabi en 2020
6. Processus d'élection pour le Comité Exécutif de la SADH.

Pour participer à la réunion via Zoom : <https://us02web.zoom.us/j/87249003574?pwd=ajQzSHlpcUdjaW4vUStXWl15VWdhdz09>

Deux publications à venir : en mars, Routledge publiera *Archives et droits de l'homme*, compile par Jens Boel, Jens Boel, Perrine Canavaggio and Antonio Gonzalez Quintana; les éventuels profits iront au ICA.

Pour information, consulter : <https://www.routledge.com/Archives-and-Human-Rights/Boel-Canavaggio-Quintana/p/book/9780367150341>.

Et en juin sortira la revue de l'ICA *Comma*, avec un numéro spécial sur les archives et les droits de l'homme édité par Blanca Bazaco.

Nouvelles Internationales.

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). La Commission a saisi la Cour interaméricaine des droits de l'homme de la Colombie pour "violences, intimidations, harcèlement et menaces" à l'encontre de membres de la *Jose Alvear Restrepo Collective Lawyers Corporation* (CAJAR). La CIDH "a établi que le travail du Département de la sécurité de l'administration (DAS) par l'intermédiaire d'un groupe spécial de renseignement stratégique comprenait la surveillance des activités de travail des membres du CAJAR; intercepter leurs appels fixes et cellulaires et leurs courriels; et faire des fichiers personnels de chaque membre qui incluent des données personnelles". Elle a recommandé que la Colombie "assure l'accès des victimes à leurs données dans les fichiers de renseignement et, si elles le souhaitent, demande qu'elles soient corrigées, mises à jour ou, le cas échéant, purgées des fichiers de renseignement". http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2020/312.asp

Cour pénale internationale. Le Procureur a publié le rapport annuel sur les activités d'examen préliminaire. Elle a annoncé que le Bureau n'ouvrirait pas d'enquête sur les "allégations de crimes commis par des ressortissants britanniques en Iraq au cours de l'implication militaire du Royaume-Uni en Irak", tout en confirmant "qu'il existe une base raisonnable pour croire que des membres des forces armées britanniques ont commis les crimes de guerre de meurtres volontaires, de torture, de traitements inhumains/cruels, d'outrages à la dignité personnelle et de viol et/ou d'autres formes de violence sexuelle. Le Bureau n'enquêtera pas non plus sur l'Australie, Nauru et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le traitement des migrants et des demandeurs d'asile détenus dans les deux derniers et n'enquêtera pas sur le traitement des Ouïghours par la Chine. Le Bureau demandera à la Cour l'autorisation d'ouvrir des enquêtes formelles pour déterminer si des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis pendant le conflit dans l'est de l'Ukraine depuis 2014 et sur des actes criminels commis par Boko Haram et les forces de sécurité nigérianes depuis 2009. Des "examens préliminaires" sont en cours sur des situations en Bolivie, en Colombie, en Guinée, aux Philippines et dans deux cas au Venezuela; une

éventuelle enquête en Palestine attend une décision sur la juridiction avant de procéder. <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=2020-otp-rep-PE-PR>; <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=201209-otp-statement-iraq-uk>

Mécanisme résiduel international pour les tribunaux criminels (IRMCT). Le Procureur a déclaré au Conseil de sécurité de l'ONU que des dossiers sur 15 suspects avaient été remis au Monténégro et que d'autres dossiers avaient été remis à la Croatie et à la Serbie. Le Procureur spécial du Monténégro pour le crime organisé et le terrorisme a déclaré à *BIRN* qu'une enquête avait été ouverte "pour examiner les documents remis" par l'IRMCT qui impliquent des citoyens monténégrins dans des "crimes de guerre qui ont été commis dans les pays voisins". https://balkaninsight.com/2020/12/17/montenegrins-listed-as-war-suspects-in-files-sent-from-hague/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=75370f3062-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-75370f3062-319725265

Selon le *Daily Maverick*, le Procureur a également donné à l'Afrique du Sud "une réprimande publique cinglante" pour avoir frustré les efforts internationaux visant à traduire en justice Fulgence Kayishema, l'un des auteurs du génocide rwandais. Il a dit: "Il y a presque trois ans, mon Bureau l'a finalement localisé. S'appuyant sur des records et des sources, mon bureau a conclu début 2018 qu'il vivait à Cape Town, en Afrique du Sud, ce qui a été confirmé "par les autorités sud-africaines via Interpol". Une arrestation a échoué en décembre 2019. Par la suite, le Procureur a demandé à l'Afrique du Sud des "informations détaillées", mais les responsables sud-africains "nous ont informés que le dossier des réfugiés et les empreintes digitales de Kayishema n'existent pas. C'est difficile à comprendre", a-t-il dit. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-12-19-un-war-crimes-prosecutor-blasts-south-africa-for-allowing-a-major-rwandan-genocidist-to-flee-the-country/>

Chambres spécialisées du Kosovo. Un juge d'instruction a confirmé les actes d'accusation de deux dirigeants de l'Organisation des anciens combattants de l'Armée de libération du Kosovo, les accusant d'entrave à la justice et d'intimidation des témoins "après que des lots d'archives confidentielles des chambres spécialisées leur ont été divulgués et que les deux hommes ont exhorté les médias à publier les documents", a rapporté *BIRN*. Lors de sa première comparution devant le tribunal, l'un des hommes a déclaré que le tribunal lui-même était responsable de la fuite des archives. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, Septembre 2020. <https://balkaninsight.com/2020/12/14/kosovo-war-veterans-leaders-indicted-for-obstructing-justice/>; https://balkaninsight.com/2020/12/18/kosovo-veterans-deputy-leader-blames-hague-court-for-file-leak/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=73bd980c8b-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-73bd980c8b-319725265

Tribunal Spécial pour le Liban. Le tribunal a condamné par contumace Salim Jamil Ayyach, membre fugitif du Hezbollah, à cinq peines d'emprisonnement à perpétuité pour l'assassinat en 2005 de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, mais trois autres hommes ont été acquittés "en raison de preuves insuffisantes", a rapporté *Asharq Al-Awsat*. Le tribunal a émis de nouveaux mandats d'arrêt contre Ayyach et autorisé le procureur à demander à Interpol de lui délivrer un "avis rouge", a ajouté le *New York Times*. Pour plus d'information, voir *Nouvelles SADH*, août 2020. <https://english.aawsat.com/home/article/2676906/salim-ayyash-sentenced-5-life-terms-over-hariri%E2%80%99s-murder>; <https://news24x7world.com/middle-east/hezbollah-member-sentenced-in-absentia-over-killing-of-ex-premier-in-lebanon/>

Nations Unies. Ecrivant dans *PassBlue*, l'ancienne Haut-Commissaire aux droits de l'homme Navi Pillay et la politicienne suisse Ruth Dreifuss ont applaudi le vote du 16 décembre de l'Assemblée générale des Nations unies approuvant un "moratoire sur le recours à la peine de mort". Elles se sont dites "préoccupées par l'application discriminatoire de la peine de mort aux femmes" et ont déclaré qu'il était particulièrement "nécessaire de restreindre son utilisation lorsque l'âge d'une personne ne peut être déterminé". Notant qu'il y a plusieurs cas de personnes de moins de 18 ans exécutées, elles ont écrit: "Les autorités ont déclaré leur incapacité à déterminer l'âge des personnes condamnées en raison de plusieurs facteurs, tels que le manque de ressources et l'enregistrement systématique des actes de naissance". <https://us4.campaign-archive.com/?e=974ec5d541&u=5d5693a8f1af2d4b6cb3160e8&id=d63f39b52f>

Le Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées (CED) a enregistré la 1 000e demande d'action urgente depuis sa création en novembre 2011. Les disparitions irakiennes constituent 49% des demandes,

suivies du Mexique avec 42%. “La procédure d’action urgente permet aux familles, aux proches et aux représentants des personnes disparues de soumettre une demande au DEC après avoir signalé la disparition aux autorités nationales compétentes”. Quatre-vingt-dix personnes ont été localisées grâce à la procédure. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26616>

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme et le Centre des Droits de l’Homme de l’Université de Californie à Berkeley (États-Unis) ont publié les premières “lignes directrices mondiales pour l’utilisation de l’information accessible au public en ligne, y compris des photos, des vidéos et d’autres contenus affichés sur les réseaux sociaux – comme preuve dans les enquêtes internationales sur les criminels et les droits de l’homme”. <https://www.law.berkeley.edu/article/human-rights-center-berkeley-protocol-social-media-evidence-war-crimes-nuremberg/>

Nouvelles du monde/générales.

Archives du monde des affaires. Un comité d’enquête australien a publié un rapport provisoire sur la destruction par la société minière Rio Tinto de grottes vieilles de 46 000 ans dans les gorges de Juukan. Il a indiqué avoir reçu 142 mémoires de personnes et de groupes intéressés, de nombreux mémoires supplémentaires et d’autres documents, et tenu 11 audiences publiques. Il a recommandé à Rio Tinto de reconstruire les abris rocheux qu’elle a détruits et “l’accord devrait inclure le maintien des endroits où les artefacts et autres matériaux pourraient être entreposés et exposés” au profit des propriétaires traditionnels du site. Pour plus d’information, voir *Nouvelles SADH*, Mai 2020. <https://news.trust.org/item/20201209081717-3fgck/>;
rapport
https://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/download/committees/reportjnt/024579/toc_pdf/NeverAgain.pdf%3BfileType=application%252Fpdf

Global Witness a publié deux rapports importants en décembre. L’un, intitulé “Boeuf, Banques et l’Amazonie brésilienne” a exposé la chaîne d’acteurs qui “détruisent les forêts tropicales ou sont complices de la destruction de l’Amazonie, avec des audits imparfaits entrepris par des auditeurs américains et européens ». Il a ajouté : “Une partie de cette dévastation forestière implique également de graves violations des droits humains contre les peuples autochtones et les défenseurs des droits fonciers”. Il a longuement discuté de sa méthodologie : “permis de transport de bétail (GTA) pour les années 2014 à 2019 à partir du site web de l’Agence sanitaire de l’État de Para . . . pour identifier les fournisseurs de bovins de JBS, Marfrig et Minerva” ont été jumelés avec “toutes les limites du ranch à partir d’un site Web accessible au public de l’État de Para registre environnemental rural (SICAR) ”. Ils “ont obtenu des données officielles sur la déforestation amazonienne de l’Institut national de recherche spatiale du gouvernement brésilien et l’ont recouverte des limites des terres des ranchs qui ont été fournies aux entreprises bovines au cours de la période”. Ils ont également utilisé des permis de déforestation de l’agence d’inspection forestière et ont constaté que sur les 379 ranchs qu’elle avait identifiés comme fournisseurs, aucun n’avait les permis de déforestation légalement requis. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/beef-banks-and-brazilian-amazon/>

Dans un second rapport, celui-ci sur la production d’huile de palme, *Global Witness* a examiné l’étendue des violations des terres et des droits de l’homme dans les chaînes d’approvisionnement en huile de palme indonésiennes d’ADM et Bunge (ADM et Bunge sont des entreprises de transformation des aliments). Ils ont “analysé un échantillon aléatoire des usines fournissant les deux entreprises” à l’aide de la “liste d’approvisionnement des moulins à huile de palme” publique des entreprises. Ils ont constaté que 658 usines fournissaient les deux sociétés commerciales, dont elles en ont choisi au hasard 330 pour enquêter par le biais de recherches sur Internet pour trouver des conflits et des griefs et 6 pour examiner en détail, vérifiant les résultats “avec des organisations indonésiennes de la société civile qui soutiennent ces communautés”. Elle a constaté que “près de 40 % des usines échantillonnées fournissant à la fois ADM et Bunge ont été accusées, selon des rapports crédibles, d’avoir violé les droits fonciers des communautés locales, d’avoir criminalisé ou attaqué des défenseurs et/ou d’avoir causé une grave dégradation de l’environnement”. Les deux sociétés ont reconnu les incidents et mené certaines enquêtes. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/indonesia-palm-oil-traders-are-failing-land-and-environmental-defenders/>

La Fondation Thomson Reuters a publié un aperçu des algorithmes et de l’intelligence artificielle utilisés par les employeurs pour gérer les travailleurs de concerts et les actions en justice que ces travailleurs prennent pour reprendre le contrôle des données. (Gig travailleurs ont des accords avec les entreprises pour fournir des services aux clients de l’entreprise, plutôt qu’à l’entreprise elle-même. Les chauffeurs

Uber sont des gig travailleurs classiques.) Un rapport publié en juin par le cabinet d'études Gartner "a révélé que près d'un tiers des employeurs remplaçaient déjà les travailleurs à temps plein par des travailleurs et des entrepreneurs en concert". Un chercheur de l'Université d'Oxford a déclaré que les algorithmes "sont de plus en plus utilisés non seulement pour fixer des taux de rémunération [pour les travailleurs de concert], mais aussi pour prendre des décisions d'embauche et de licenciement". Worker Info Exchange, une ONG britannique, "vise à mettre en commun les données des travailleurs sur différentes plateformes et à les analyser pour éclairer" les actions syndicales telles que les demandes de salaire minimum. <https://news.trust.org/item/20201216050305-57mxi/>

Après que la Commission fédérale du Commerce (FTC) des États-Unis et des procureurs généraux de dizaines d'États ont intenté des poursuites contre Facebook, l'accusant "d'abuser de sa domination sur le marché numérique et de se livrer à des comportements anticoncurrentiels", un professeur de droit a examiné les arguments de la FTC. Elle a constaté que la FTC citait abondamment les courriels "explicites et détaillés" du chef de Facebook Mark Zuckerberg : une "piste papier qu'un PDG sophistiqué comme Zuckerberg a créée des transgressions de Facebook". https://www.salon.com/2020/12/22/why-facebook-antitrust-case-relies-so-heavily-on-mark-zuckerbergs-emails_partner/

Le département américain de la Justice a poursuivi Walmart, l'énorme société de vente au détail, "l'accusant d'alimenter la crise des opioïdes du pays en faisant pression sur ses pharmacies pour remplir même des prescriptions potentiellement suspectes pour les puissants analgésiques", a rapporté AP. La loi fédérale exige des pharmaciens "qu'ils repèrent les commandes suspectes de substances contrôlées et les signalent à la *Drug Enforcement Administration*, mais les procureurs accusent l'entreprise de ne pas l'avoir fait". Pour le contexte, voir *GTDH*, mars 2020. https://apnews.com/article/health-lawsuits-opioids-9a21000256f9cde4c666bb552547349e?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=e92f77ce82-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-e92f77ce82-149736437

McKinsey, la société mondiale de conseil en gestion qui a conseillé Purdue Pharma sur les moyens de "démultiplier" ses ventes du médicament OxyContin, "proposant de payer aux distributeurs des rabais pour les surdoses liées aux pilules qu'ils ont vendues", a publié des excuses, a rapporté le *New York Times*. Parmi les documents déposés dans le cadre de la procédure de faillite de Purdue, mentionnons un échange de courriels entre les dirigeants de McKinsey en 2018 pour discuter de "l'opportunité de purger les dossiers liés à Purdue". L'entreprise a déclaré qu'elle "entreprind un examen complet des travaux en question, y compris dans l'échange de courriels de 2018 qui a fait référence à la suppression potentielle de documents". https://www.nytimes.com/2020/12/08/business/mckinsey-opioids-oxycontin.html?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=a0ff096947-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-a0ff096947-149736437

"À l'aide de la numérisation sur Internet", des chercheurs de l'Université de Toronto (Canada) ont découvert les contrats que Circles, une firme de surveillance, a conclus avec des gouvernements d'au moins 25 pays. "Selon les documents divulgués" et les documents déposés dans le cadre d'une poursuite en Israël contre la société mère de Circles NSO Group, "les clients de Circles peuvent acheter un système qu'ils connectent à l'infrastructure de leurs entreprises de télécommunications locales, ou peuvent utiliser un système distinct appelé le "Circles Cloud", qui interconnecte avec les entreprises de télécommunications à travers le monde. Les chercheurs ont identifié "avec plus ou moins de confiance" plusieurs gouvernements qui sont des clients de Circles qui "tirent depuis longtemps parti de la technologie numérique pour les violations des droits de l'homme", comme le Commandement des opérations de sécurité de l'Armée royale thaïlandaise "qui aurait torturé des détenus". <https://citizenlab.ca/2020/12/running-in-circles-uncovering-the-clients-of-cyberespionage-firm-circles/>

Alibaba, l'Amazon de la Chine ... offre ouvertement la reconnaissance des minorités ethniques ouïgoures en tant que service Cloud, permettant aux clients d'être alertés chaque fois qu'Alibaba détecte un Ouïghour", a indiqué l'IPVM, un groupe de recherche en sécurité physique. L'IPVM et le Washington Post ont également révélé que les géants chinois de la technologie Huawei et Megvii "ont testé et validé des alarmes ouïgoures dans des logiciels de reconnaissance faciale destinés à des projets de vidéosurveillance policière". <https://ipvm.com/reports/alibaba-uyghur>; <https://ipvm.com/reports/huawei-megvii-uygur>

Maltraitance. Deux nouvelles études explorent comment la violence et la négligence au début de la vie peuvent avoir un impact négatif à l'âge adulte. Une étude a suivi 1048 enfants américains de la maternelle

à l'âge adulte, avec des entrevues et des recherches dans les dossiers scolaires et judiciaires pour mineurs et adultes. Les chercheurs ont constaté que “les résultats économiques, sanitaires et criminels négatifs à l'âge adulte étaient plus de deux fois plus probables pour les adultes qui ont été maltraités tôt dans l'enfance que ceux qui ne l'étaient pas”. Une étude menée en Australie auprès de “toutes les personnes nées en Australie-Méridionale de 1986 à 2003” a utilisé les records du registre des naissances et de la collecte de statistiques périnatales et a établi un lien avec les données sur la protection de l'enfance. Les mauvais traitements infligés aux enfants ont été qualifiés de “contacts avec le Service de protection de l'enfance (SCP)”. L'ensemble comprenait 331 254 personnes, dont 20 % étaient en contact avec la SCP. L'étude a révélé que les personnes qui avaient été en contact avec les services de protection de l'enfance avaient plus du double du taux de mortalité à l'âge de 33 ans que celles qui n'avaient pas de contact avec la SCP. Ce risque était particulièrement élevé si l'enfant était pris en charge à l'extérieur du foyer à partir de l'âge de 3 ans. https://pediatrics.aappublications.org/content/early/2020/12/10/peds.2020-0873?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=d4655d2798-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-d4655d2798-149736437; https://pediatrics.aappublications.org/content/early/2020/12/10/peds.2020-023416?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=d4655d2798-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-d4655d2798-149736437

Reuters a rapporté que “Pornhub a dit . . . avoir retiré du contenu téléchargé par des utilisateurs non vérifiés de sa plate-forme, quelques jours après que Mastercard et Visa ont arrêté les paiements sur le site de vidéos sur le sexe à la suite d'allégations de contenu d'abus sexuels sur des enfants”. https://news.trust.org/item/20201208230145-11684/?utm_campaign=trafficking&utm_medium=newsletter&utm_source=secondListing&utm_content=link1&utm_contentItemId=20201208230145-11684

Le travail des enfants. Un article publié fin novembre par *Deutsche Welle* fait état d'une nouvelle étude du *NORC Research Institute* de l'Université de Chicago qui estime qu'environ 1,6 million d'enfants travaillent dans la culture du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux plus grands pays producteurs de cacao au monde, dont des enfants dès l'âge de cinq ans. Pour obtenir des données sur le travail des enfants, “le NORC a administré 2 809 enquêtes auprès des chefs de famille, 5 552 enquêtes auprès des enfants, 158 enquêtes communautaires, 372 enquêtes sur les hangars à cacao et 260 enquêtes scolaires en Côte d'Ivoire et au Ghana. Les données de ces enquêtes entre 2018 et 2019 montrent que parmi les enfants vivant dans des ménages agricoles dans les zones de culture du cacao, 45% étaient engagés dans le travail des enfants et 43% étaient engagés dans le travail dangereux des enfants dans la production de cacao dans les agrégats”. <https://allafrica.com/stories/202011270035.html>; pour le rapport: <https://www.norc.org/Research/Projects/Pages/assessing-progress-in-reducing-child-labor-in-cocoa-growing-areas-of-c%3%B4te-d%E2%80%99ivoire-and-ghana.aspx>

Un rapport d'enquête d'*AP* a utilisé “les records des douanes américaines et les données les plus récentes publiées par les producteurs, les négociants et les acheteurs pour retracer” les chaînes d'approvisionnement en huile de palme. Les chercheurs d'*AP* en Malaisie et en Indonésie ont interrogé “plus de 130 travailleurs actuels et anciens — dont une vingtaine d'enfants travailleurs — dans près de 25 entreprises” et plus de 100 militants et fonctionnaires. Ils “ont trouvé des enfants qui travaillaient dans des plantations et corroboré des témoignages d'abus, dans la mesure du possible, en examinant les rapports de police et les documents juridiques”. Une étude du gouvernement malaisien réalisée en 2018 a estimé que “plus de 33 000 enfants y travaillent dans l'industrie [de l'huile de palme], dont beaucoup dans des conditions dangereuses, dont près de la moitié ont entre 5 et 11 ans”. *AP* a constaté que les entreprises utilisant le travail des enfants approvisionnaient de nombreuses “entreprises alimentaires de premier plan”, y compris celle qui fabrique des biscuits Girl Scout, largement vendus par les scouts pour soutenir leurs activités locales. <https://apnews.com/article/palm-oil-forests-indonesia-scouts-83b01f2789e9489569960da63b2741c4>

Liberté de la presse. “Un total de 50 journalistes ont été tués dans le monde en 2020”, a annoncé Reporters sans frontières. Le Mexique figure en tête de liste, avec 8 journalistes tués. <https://rsf.org/en/news/rsfs-2020-round-50-journalists-killed-two-thirds-countries-peace>

Inégalités/pauvreté. La Fondation Thomson Reuters a averti que “près d'une personne sur quatre pourrait ne pas se faire vacciner contre le COVID-19 avant au moins 2022 parce que les pays riches de moins de 15 % de la population mondiale ont réservé 51 % des doses des vaccins les plus prometteurs”. Des chercheurs de l'Université Johns Hopkins (États-Unis) sont arrivés à cette conclusion en utilisant le “projet de paysage de l'Organisation Mondiale de la Santé de vaccins candidats covid-19, ainsi que les

divulgations d'entreprises à la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis, aux communiqués de presse des sociétés et des fondations, aux communiqués de presse gouvernementaux et aux rapports des médias” pour examiner les “engagements d’achat avant la mise en vente sur le marché pour les vaccins covid-19, annoncés publiquement d’ici le 15 novembre 2020”. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-vaccines-trfn/one-in-four-people-globally-may-not-get-covid-19-vaccines-until-2022-idUSKBN28P317>; for the report see <https://www.bmj.com/content/371/bmj.m4750>

Des chercheurs de la *London School of Economics* ont publié un document de travail, “Les conséquences économiques d’une baisse majeure des impôts pour les riches”. Ils ont utilisé 50 ans de données fiscales provenant de 18 pays de l’Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) pour “estimer l’effet causal des réductions d’impôts importantes pour les riches sur l’inégalité des revenus, la croissance économique et le chômage”. Ils ont constaté que “la réduction des impôts sur les riches conduit à une plus grande inégalité des revenus, mesurée par la part supérieure de 1 % du revenu national avant impôt”. En d’autres termes, les réductions d’impôts pour les riches ne coulent pas vers le bas pour les moins riches, a commenté *Bloomberg Nouvelles*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-12-16/fifty-years-of-tax-cuts-for-rich-didn-t-trickle-down-study-says>; pour l’étude, voir : http://eprints.lse.ac.uk/107919/1/Hope_economic_consequences_of_major_tax_cuts_published.pdf <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-12-16/fifty-years-of-tax-cuts-for-rich-didn-t-trickle-down-study-says>;

Justice. À l’occasion du dixième anniversaire, le 21 décembre, de l’adoption par l’Assemblée générale des Nations Unies des Règles des Nations Unies pour le traitement des prisonnières et des mesures non privatives de liberté pour les délinquantes (règles de Bangkok), *Penal Reform International*, une ONG basée à Londres, a publié un blog sur la population carcérale féminine mondiale. En analysant les données du *World Prison Brief*, qui a des statistiques sur les prisons sur 223 juridictions, qui a constaté une augmentation de la population carcérale féminine mondiale de 105 000 dans la décennie, à 741 000; une augmentation de 17 %. Jusqu’à 80 % des femmes ont “une maladie mentale identifiable”. Bon nombre d’entre elles sont incarcérées pour “infractions mineures, infractions liées à la drogue de faible niveau comme la possession de petites quantités et “infractions de statut” qui ne criminalisent que les femmes comme l’avortement, la sorcellerie ou la sorcellerie”. <https://news.trust.org/item/20201210185728-yz1bs/>; <https://www.penalreform.org/blog/addressing-the-105000-increase-in-the-global-female/>

Records médicaux. Un débat a lieu au sujet de “l’usage possible de passeports de santé numériques pour faciliter les confinements liés au COVID-19 qui ont touché l’économie mondiale”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Plusieurs pays expérimentent des certificats — papier ou électronique — pour ceux qui ont été vaccinés, mais un chercheur de l’ONG *Privacy International* a déclaré que “les applications et autres solutions numériques combinant données de santé et identification pourraient exclure un grand nombre de personnes qui ne possèdent pas de smartphone” tout en laissant ouverte la possibilité d’une “exploitation des données, les précieuses données de ces solutions (étant) utilisées à d’autres fins”. <https://news.trust.org/item/20201221125814-sv8ea/>

Migration. Pour une étude conjointe, UNICEF et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés ont interviewé plus de 3100 personnes du Nord de l’Amérique centrale qui migraient avec leurs familles. Presque 20% d’entre eux “ont reconnu des violences – menace de mort, extorsion, recrutement de gangs et violence domestique – comme la principale raison qui les a décidés à quitter leurs communautés. Plus de 30% des enfants migrants non-accompagnés sondés ont reconnu des types de violence comme la principale raison de leur mouvement, qui en retour a affecté leur capacité à accéder à des services essentiels, comme aller à l’école.” <https://www.unicef.org/press-releases/death-threats-and-gang-violence-forcing-more-families-flee-northern-central-america>

À la frontière entre les États-Unis et le Mexique, 70 000 migrants ont été “capturés” en tentant de passer aux États-Unis en novembre, soit “une augmentation de 64 % par rapport à novembre dernier”, a indiqué Axios, selon l’agence des douanes et de la Protection. Environ 4 500 d’entre elles étaient des enfants non accompagnés. <https://www.axios.com/border-crossings-biden-immigration-89b48348-7882-4701-80ab-1019484bfe5e.html>

Trente femmes, migrantes sans papiers, ont intenté une poursuite contre l’*Immigration and Customs Enforcement* (ICE) des États-Unis pour avoir été obligées d’avoir des procédures gynécologiques non désirées ou inutiles pendant leur détention ou d’avoir fait l’objet de représailles pour avoir parlé, a rapporté *PBS*. L’affaire est centrée sur des actions dans un centre de détention de l’État de Géorgie, qui est géré

par un entrepreneur privé. Les avocats des femmes affirment que l'ICE était au courant des abus "dès 2018", ce que nie l'ICE. Les records de l'ICE devraient clarifier cela. Pour le contexte, voir *Nouvelles du GTDH* octobre 2020.

https://www.npr.org/2020/12/22/949257207/dozens-of-women-allege-unwanted-surgeries-and-medical-abuse-in-ice-custody?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=e92f77ce82-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-e92f77ce82-149736437

Esclavage. Un groupe de chercheurs a utilisé les données de surveillance des navires satellites de *Global Fishing Watch* pour 16 000 bateaux de pêche industriels pour voir si "les navires signalés pour présenter l'un des indicateurs du travail forcé de l'OIT [Organisation internationale du Travail] se comportent d'une manière systématiquement différente des autres navires, puis exploitent ces informations en utilisant l'apprentissage automatique pour discriminer entre les navires qui utilisent le travail forcé de ceux qui ne le font pas". Ils ont identifié des comportements suspects en examinant les rapports de journalisme d'investigation et en interrogeant des experts d'ONG travaillant sur le terrain. Ils ont constaté qu'ils pouvaient identifier les navires à haut risque, montrant que "le comportement individuel dynamique télédétection peut être utilisé pour déduire les abus du travail forcé", ce qui peut offrir de nouvelles possibilités d'application de la loi et d'interventions politiques.

<https://www.pnas.org/content/early/2020/12/16/2016238117>

Une équipe de chercheurs a créé une "plate-forme de données ouvertes liée" comme source centrale d'information sur les personnes, les événements et les lieux impliqués dans la traite transatlantique des esclaves, a rapporté *Smithsonian Magazine*. Il relie actuellement les données de sept "portails partenaires" et 30 autres bases de données seront liées au cours de la prochaine année.

<https://www.smithsonianmag.com/history/sweeping-new-digital-database-emphasizes-enslaved-peoples-individuality-180976513/>

Technologie. "Les drones peuvent être utilisés pour enquêter sur les crimes connus. Mais ce sont aussi des capteurs qui peuvent générer des infractions", a déclaré au *New York Times* un membre du personnel de *l'American Civil Liberties Union*. Aux États-Unis, la police utilise des drones pour surveiller à distance, avec des programmes qui permettent à un drone de suivre une personne ou un véhicule en particulier par lui-même. Décrivant l'utilisation de drones par un service de police californien, le *Times* a rapporté que le département "traite la vidéo drone tout comme il le fait pour la vidéo à partir de caméras de corps de la police, le stockage des images comme des preuves et de le libérer publiquement seulement avec l'approbation".

<https://www.denverpost.com/2020/12/12/police-drones-are-starting-to-think-for-themselves/>

Seconde Guerre Mondiale. La Commission néerlandaise des restitutions, mise en place pour décider des demandes de restitution aux propriétaires privés d'œuvres d'art et d'autres objets culturels dans des musées gouvernementaux et des institutions similaires, a été critiquée pour sa tendance à statuer en faveur du gouvernement et contre les requérants. Un comité créé pour examiner les antécédents de la Commission a publié ses conclusions, a rapporté le *New York Times*. Le président du comité d'examen a déclaré qu'il y avait "au moins 15 documents de politique et lettres au Parlement qui décrivaient les règles néerlandaises pour le traitement des demandes de restitution, ce qui rend extrêmement difficile pour un citoyen ordinaire de comprendre comment leur cas serait jugé". Le comité d'examen "suggère au gouvernement de reprendre les recherches systématiques sur l'histoire des œuvres d'art en temps de guerre, dans l'espoir de trouver des victimes de pillages nazis ou leurs héritiers; émettre un ensemble clair de lignes directrices pour expliquer le fonctionnement du processus de restitution; et mettre en place un "service" pour guider les demandeurs dans ces procédures".

<https://apnews.com/article/international-news-museums-amsterdam-netherlands-154f31d925d8f62e038c31df448bfe41>

La Chine a annoncé qu'"une collection d'archives numériques au sujet du massacre de Nanjing sera rendue publique," a rapporté *CGTN*. Un archiviste des Archives de la Seconde Guerre Mondiale, où les originaux sont conservés, a déclaré "quelques-uns des plus importants dossiers relatifs aux crimes de guerre japonais, y compris un extrait de presse du journal *The Tokyo Daily News* au sujet de la course au massacre entre deux généraux japonais, une liste anglaise des principaux criminels de guerre japonais, et des documents sur les procès des criminels de guerre japonais".

<https://news.cgtn.com/news/2020-12-13/Digital-archives-of-Nanjing-war-crimes-to-be-made-public-WbVjr0jFBu/index.html>

Nouvelles Bilatérales et multilatérales.

Afghanistan/États-Unis. Lorsque les États-Unis et leurs partenaires de la coalition sont arrivés en Afghanistan, ils ont conclu des ententes pour obtenir des terres pour des bases. Au départ des troupes étrangères, les terres n'ont pas été rendues aux propriétaires d'origine, mais ont été transférées aux forces de sécurité afghanes, a rapporté le *New York Times*. Même les propriétaires fonciers ayant des actes fonciers n'ont pas réussi à récupérer leur terrain. “Toutes ces terres sont mélangées maintenant, personne ne sait quelle pièce est à qui “a déclaré un propriétaire terrien au *Times*, qui a déclaré que “la résolution de ces conflits nécessiterait de chercher à travers les archives du gouvernement, dans l'espoir de trouver d'anciens documents de démarcation des biens”. <https://bdnews24.com/world/2020/12/09/us-leaves-behind-afghan-bases--and-a-legacy-of-land-disputes>

Arménie/Azerbaïdjan. “L'Azerbaïdjan a arrêté quatre soldats soupçonnés d'être impliqués dans des crimes de guerre”, a rapporté *Al Jazeera*. Les soldats “ont enregistré leurs actions sur un téléphone intelligent et les ont envoyées à d'autres personnes via les réseaux sociaux”, a déclaré le procureur. Plusieurs des vidéos montraient “des militaires azerbaïdjanais maltraitant des soldats arméniens et tentant de détruire des tombes”, ils sont également accusés d'avoir souillé les corps de soldats arméniens morts. <https://www.aljazeera.com/news/2020/12/14/azerbaijan-arrests-soldiers-suspected-of-war-crimes>

Australie/Irlande/Royaume-Uni. Un journal intime appartenant à un soldat britannique posté dans le pays australien van Diemen dans les années 1820 a été localisé dans la bibliothèque nationale irlandaise, a rapporté *ABC Radio Hobart*. Il comprend un “compte-rendu de sa part dans la dissimulation d'un massacre d'hommes et de femmes le 21 mars 1827, près de Campbell Town, dans les Midlands du Nord”, un crime qui était jusqu'alors inconnu. <https://www.abc.net.au/news/2020-12-28/tasmanian-historian-uncovers-extremely-rare-diaries-of-a-soldier/12993464>

Autriche/Syrie. Le *Syrian Justice and Accountability Center* a rapporté qu'à la mi-novembre, les médias autrichiens, utilisant des documents divulgués par les services de renseignement nationaux autrichiens (BVT), ont révélé “que le BVT avait conclu un accord, appelé ‘opération Lait blanc’, avec le Mossad israélien . . . pour fournir un abri et accorder l'asile à Khaled Al-Halabi”, qui “a été chef de la branche 335 de la Direction du renseignement général syrien (GID) à Raqqa de 2009 à 2013 . . . il a été impliqué dans des crimes contre l'humanité, la torture, la violence sexuelle et sexiste (SGBV) et des crimes de guerre. Il est arrivé en Autriche en juin 2015 et a disparu fin 2018; ses allées et venues actuelles ne sont pas connues. https://syriaaccountability.org/updates/2020/12/03/justice-and-accountability-drowned-in-operation-white-milk/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=f7e9512504-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-f7e9512504-96428969

Guerre des Balkans. Un chercheur travaillant avec *BIRN* a produit un rapport sur “les liens entre la violence sexuelle en temps de guerre et la traite”. La recherche a utilisé les verdicts des procès tenus au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et devant les tribunaux nationaux de Bosnie-Herzégovine et de Serbie. “Des cas de trafiquants d'êtres humains condamnés en Serbie entre 2005 et 2018 ont été analysés pour savoir si les accusés avaient également participé à des crimes de guerre”. Elle a trouvé “quelques cas documentés d'implication ultérieure de criminels de guerre condamnés en Bosnie dans la traite des êtres humains” et a souligné que “les témoignages des victimes et les transcriptions des procès d'hommes qui ont violé des femmes sexuellement réduites en esclavage contiennent de nombreux noms d'individus qui n'ont pas été traduits en justice, ce qui suggère que davantage de liens entre les auteurs de violences sexuelles en temps de guerre et les crimes impliquant la traite pourraient encore être inconnus”. <https://balkaninsight.com/wp-content/uploads/2020/12/BIRN-Ivana-Radovic-FINAL-edited-1.pdf>

En analysant “des affaires achevées au TPIY concernant des crimes commis dans l'État d'Herzeg-Bosnie et à Prozor-Rama, ainsi que des documents provenant de preuves, de témoignages et de conclusions de témoins experts”, *BIRN* a identifié “les noms de plus de dix personnes associées à la capture, aux abus, à la réinstallation forcée et au viol de prisonniers à Prozor-Rama, ainsi qu'à l'utilisation de détenus ainsi qu'au travail forcé et à la destruction et à la confiscation de biens”. *BIRN* a demandé au procureur de l'État bosniaque “s'il y a ou non des enquêtes en cours sur les crimes commis par les troupes hvo [l'armée herzég-bosniaque] et les policiers militaires à Prozor-Rama”, mais n'a obtenu aucune réponse. <https://balkaninsight.com/2020/11/29/hague-archives-show-bosnian-croat-officers-links-to-executions-rapes/>

“Le commissaire serbe à l'information a ordonné au ministère de l'Intérieur du pays de fournir au Réseau balkanique d'investigation des informations demandées par *BIRN* concernant le fugitif Rajko Kozlina,

condamné fin 2019 par un tribunal serbe à 15 ans de prison mais toujours en fuite. Pour le contexte, voir *Nouvelles du GTDH*, octobre et novembre 2020. https://balkaninsight.com/2020/12/25/serbian-commissioner-backs-birn-in-info-requests-on-war-crimes-fugitive/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=3f93f10a50-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-3f93f10a50-319725265

Bosnie/Pays-Bas/Serbie. Le ministre néerlandais de la Défense a déclaré au parlement néerlandais “que les proches d’un groupe de victimes de Srebrenica qui ont été tuées en juillet 1995 peuvent présenter des demandes d’indemnisation à partir du début du mois de mars de l’année prochaine, après qu’un tribunal néerlandais a statué que l’Etat avait une responsabilité partielle pour plusieurs centaines de morts”, a rapporté *BIRN*. Les Pays-Bas vont mettre en place une commission d’indemnisation à Sarajevo, et les demandes peuvent être déposées jusqu’en mars 2023. Un avocat des familles des victimes “a déclaré que la question clé est de savoir comment prouver qui a été tué dans l’enceinte néerlandaise et qui a été tué à l’extérieur”, en faisant remarquer, “la commission du parlement néerlandais aura une tâche très difficile à déterminer la liste des personnes ayant droit à une indemnisation”. Le chef de l’ONG *Mothers of Srebrenica and Zepa Enclaves* a déclaré que les “listes de son groupe suggèrent que jusqu’à 500 personnes ont été tuées”, mais la liste du Parlement compte environ 330 noms. Pour le contexte, voir *Nouvelles du GTDH*, juillet 2019. https://balkaninsight.com/2020/12/22/srebrenica-victims-families-told-to-look-for-damages-from-netherlands/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=948fa760cf-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-948fa760cf-319725265

Chine/États-Unis. “Un cadre de sécurité du géant de la vidéo-technologie Zoom a travaillé avec le gouvernement chinois pour mettre fin aux comptes des Américains et perturber les appels vidéo sur le massacre en 1989 de militants pro-démocratie sur la place Tiananmen, [États-Unis] Les procureurs du département de la Justice ont déclaré”, a rapporté le *Washington Post*. Les citations de plainte des États-Unis à partir de messages électroniques envoyés entre l’exécutif et d’autres employés de Zoom; il allègue que l’employé de Zoom a donné aux fonctionnaires du gouvernement chinois “les noms, adresses e-mail et autres informations sensibles des utilisateurs, même ceux en dehors de la Chine”. Zoom dit qu’il a congédié la personne, mis d’autres employés impliqués en congé, et “ne permettra plus aux demandes du gouvernement chinois d’affecter les utilisateurs en dehors de la Chine continentale”. <https://www.seattletimes.com/business/technology/federal-prosecutors-accuse-zoom-executive-of-working-with-chinese-government-to-surveil-users-and-suppress-video-calls/>

Égypte/Italie. Giulio Regeni, doctorant italien, a été assassiné au Caire en 2016. La police italienne a inculpé quatre responsables de l’Agence nationale de sécurité égyptienne pour son enlèvement et son meurtre, a rapporté le *New York Times*. La coopération entre les deux pays a été difficile : les enquêteurs italiens ont voulu retracer ses mouvements en utilisant des enregistrements de signaux de la tour de téléphonie cellulaire, mais les “autorités égyptiennes hésitaient à produire les documents pour des raisons de confidentialité”. L’Italie voulait également des images de caméras de surveillance à l’intérieur des stations de métro du Caire; quand ils l’ont obtenu “trois parties cruciales étaient manquantes” pour le temps qu’il était censé avoir été dans le métro. Au cours des deux dernières années, “aucun nouveau document n’est arrivé des autorités égyptiennes”, a déclaré le procureur italien. <https://www.nytimes.com/2020/12/10/world/europe/italy-egypt-giulio-regeni.html>

Allemagne/Syrie. Le *Syria Justice and Accountability Center* (SJAC) a publié un “résumé officieux” par son contrôleur de procès de la procédure des 9 et 10 septembre dans le procès des Syriens Anwar Raslan et Eyad al Gharib en Allemagne. Le témoignage est particulièrement intéressant parce que le témoin a décrit son travail en tant que fonctionnaire supervisant les enterrements de cadavres de l’appareil de sécurité de l’État syrien et les dossiers funéraires qui ont été créés (voir *Nouvelles GTDH*, septembre 2020 pour discussion). Cette publication illustre l’importance des surveillants de procès dans le travail de justice transitionnelle. SJAC a également publié un glossaire utile des termes allemands et anglais qui sont utilisés dans l’essai. https://syriaaccountability.org/wp-content/uploads/201208-Trial-Report-12_ENG.public.pdf; https://syriaaccountability.org/wp-content/uploads/201123_SJAC_ICWC_Glossary_english_final.pdf

Irak/États-Unis. Quatre gardes de sécurité de la société Blackwater ont été jugés et condamnés aux États-Unis en 2015 pour avoir tué 14 civils irakiens à Bagdad en 2007. Le président américain Donald Trump a signé le 22 décembre 2020 une grâce pour les quatre, un acte largement condamné. Le Haut-Commissariat aux droits de l’homme a déclaré que la grâce “contribue à l’impunité et a pour effet d’enhardir d’autres à commettre de tels crimes à l’avenir”, tandis que les cinq membres du Groupe de

travail des Nations Unies sur l'utilisation des mercenaires ont déclaré : "Ces grâces violent les obligations des États-Unis en vertu du droit international et sapent plus largement le droit humanitaire et les droits de l'homme au niveau mondial. Assurer la responsabilité de tels crimes est fondamental pour l'humanité et pour la communauté des nations". <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-press-secretary-regarding-executive-grants-clemency-122220/>; https://www.vice.com/en/article/88amjb/iraqis-who-survived-the-black-water-massacre-are-devastated-by-trumps-pardons?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=201226 ; <https://news.un.org/en/story/2020/12/1080822>; <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26616&LangID=E>; <https://news.un.org/en/story/2020/12/1081152>

Mexique/États-Unis. La *National Security Archive*, une ONG américaine, a publié des documents qu'elle a obtenus par l'entremise de la *Freedom of Information Act* sur l'aide des États-Unis au Mexique dans le cadre de l'Initiative Merida, "un vaste programme d'aide des États-Unis pour lutter contre le crime organisé et le trafic des drogues". Parmi les "équipements sensibles" envoyés à l'Unité d'enquête sensible (UES) du Mexique, il y avait des déchiqueteurs de papier! <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/mexico/2020-12-09/us-prosecutions-bring-mexico-corruption-focus?eType=EmailBlastContent&eId=5e43d6b3-0844-4b36-bb3b-73a5de108e38>

Guerres du Moyen-Orient. *The Intercept* a rapporté que parmi plus de 50 entrevues avec des Wardaks, résidents Afghans, qui ont décrit au moins 10 raids jadis non documentés dans la province centrale d'Afghanistan du Wardak" qui ont débuté en décembre 2018 et ont continué pendant "au moins un an," tuant "au moins 51 civils." L'unité afghane soi-disant responsable des meurtres et ses alliés américains n'ont jamais été publiquement tenus responsables soit par l'Afghanistan ou par les États-Unis". Les notes des entrevues sont des preuves vitales.

https://theintercept.com/2020/12/18/afghanistan-cia-militia-01-strike-force/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Pour résumer l'année 2020, le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié un rapport sur les décès et les blessures continus résultant des mines terrestres et un rapport sur les exécutions extrajudiciaires qui "ont coûté la vie à 1734 civils en Syrie en 2020, dont 99 en décembre". Le nombre d'exécutions extrajudiciaires est le plus élevé au monde, a écrit le *SNHR*. Les deux rapports s'appuient sur la vaste base de données du SNHR sur les événements en Syrie. <https://sn4hr.org/blog/2020/12/10/55735/>; <https://sn4hr.org/blog/2021/01/01/55788/>

Le Centre syrien pour la justice et la responsabilité a publié un nouveau logiciel open source Bayanat, "permettant aux documentalistes des droits de l'homme de préserver, d'analyser et de partager en toute sécurité les données sur les violations des droits de l'homme à des fins de plaidoyer, de poursuite et de journalistique". <https://syriaaccountability.org/updates/2020/12/08/bayanat-sjacs-new-open-source-database/>

Corée du Sud/Thaïlande. "Au moins 522 Thaïlandais sont morts en Corée du Sud depuis 2015, dont 84% étaient sans papiers", a indiqué la Fondation Thomson Reuters, sur la base des données de l'ambassade thaïlandaise à Séoul obtenues via une demande de liberté d'information (FOI). "Plus de Thaïlandais sont morts en Corée du Sud - 283 - que tout autre pays étranger entre 2015 et 2018, selon les données obtenues via une demande distincte d'accès à l'information au ministère thaïlandais des Affaires étrangères. Les statistiques n'étaient pas disponibles pour 2019 et 2020". https://news.trust.org/item/20201222000325-j5o12/?utm_campaign=trafficking&utm_medium=newsletter&utm_source=leadItem&utm_content=link1&utm_contentItemId=20201222000325-j5o12

Nouvelles nationales.

Afghanistan. "Près de 90 % des femmes afghanes ont subi au moins une forme de violence physique, sexuelle ou psychologique au cours de leur vie, selon l'Organisation mondiale de la Santé", a écrit *The New Humanitarian*. "La Commission indépendante afghane des droits de l'homme estime qu'environ 3 000 Afghans tentent de se tuer chaque année", et contrairement à la plupart des pays où le suicide chez les hommes est plus fréquent, en Afghanistan, la Commission affirme que "80 % des tentatives de suicide sont faites par des femmes". Toutefois, "les données nationales sur les suicides ne sont pas fiables parce qu'un si grand nombre d'entre elles ne sont pas signalées et qu'il n'existe pas de système de suivi uniforme". https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/12/16/Afghanistan-women-economy-gender-based-violence?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=a6af840319-EMAIL_CAMPAIGN_2020_12_11_Weekly_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-a6af840319-75545741

Bosnie. La pandémie du COVID-19 a ralenti les recherches de personnes portées disparues pendant la guerre. L'Institut des personnes disparues a indiqué à *BIRN* qu'en novembre "les restes mortels de 62 victimes de la guerre ont été exhumés, contre 97 l'an dernier et 134 en 2018" et que seuls 51 restes ont été identifiés, contre 177 en 2019.

https://balkaninsight.com/2020/12/25/pandemic-slows-search-for-bosnian-war-missing/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=3f93f10a50-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-3f93f10a50-319725265

Brésil. Pour la première fois, l'agence brésilienne des statistiques a recueilli des données sur les formes dangereuses de travail des enfants, y compris le travail du sexe, le trafic de drogue et la manipulation de machines lourdes, et a constaté que "presque la moitié des 1,8 million d'enfants travailleurs du Brésil travaillent dans des conditions dangereuses", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Il a également constaté que seulement 86% des enfants travailleurs vont à l'école, et les enfants âgés de 5 à 13 ans sont payés 15% du salaire minimum légal. <https://www.reuters.com/article/us-brazil-trafficking-children-trfn/half-of-brazils-child-labourers-work-in-dangerous-conditions-idUSKBN28R33P>; <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de-imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/29737-em-2019-havia-1-8-milhao-de-criancas-em-situacao-de-trabalho-infantil-no-pais-com-queda-de-16-8-frente-a-2016>

Chili. "La Commission chilienne des droits de l'homme (CChDH) a déposé une plainte contre la police militaire (Carabineros) pour utilisation illégale de produits chimiques pour dissuader les manifestations à Santiago entre novembre et décembre 2020", a rapporté *teleSur*. "Le procès comprend des photographies et des documents" qui montrent les impacts sur la santé des produits chimiques et comprend également des "témoignages graphiques".

https://www.telesurenglish.net/news/Chile-Human-Rights-Defenders-Claim-Chemical-Use-by-Carabineros-20201208-0010.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Chine. Une enquête de l'AP "montre que le gouvernement chinois contrôle strictement toutes les recherches" sur les origines du virus COVID-19. L'enquête s'est fondée sur des dizaines d'entretiens avec des scientifiques et des fonctionnaires chinois et étrangers, ainsi que des avis publics, des courriels divulgués, des données internes et les documents du cabinet chinois et du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies. Trouver l'origine du virus qui a maintenant tué plus de deux millions de personnes dans le monde, de quelles espèces il provient et d'où il a sauté de cet animal à l'homme et quand les premiers cas ont été découverts en Chine sont des indices essentiels qui peuvent aider à prévenir de futures pandémies. Une équipe de l'Organisation mondiale de la Santé prévoit de se rendre sur place en janvier 2021. Un membre de l'équipe a déclaré que "les données recueillies par le vaste système de surveillance des maladies du pays s'avèreraient probablement précieuses" ainsi que les radiographies des hôpitaux" et "l'examen des dossiers hospitaliers avant décembre" 2019. https://apnews.com/article/united-nations-coronavirus-pandemic-china-only-on-ap-bats-24fbadc58cee3a40bca2ddf7a14d2955?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=December30_MorningWire_Automated&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers; https://apnews.com/article/donald-trump-science-beijing-animals-ebola-virus-dec22c92bd4abf403f8ffbbe81880a7?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=81723f0803-MR_COPY_13&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-81723f0803-149736437

"De nouvelles preuves provenant de documents gouvernementaux chinois et de reportages dans les médias montrent que des centaines de milliers de travailleurs appartenant à des minorités ethniques au Xinjiang sont forcés de cueillir du coton à la main par le biais d'un système coercitif de transfert de main-d'œuvre et de réduction de la pauvreté, avec des conséquences potentiellement dramatiques pour les chaînes d'approvisionnement mondiales", indique un rapport de l'ONG américaine Center for Global Policy. <https://cgpolicy.org/wp-content/uploads/2020/12/20201214-PB-China-Zenz-1.pdf>

Colombie. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré qu'il avait "enregistré la mort de 255 personnes dans 66 massacres en Colombie cette année, ainsi que le meurtre de 120 défenseurs des droits de l'homme". La Mission de vérification de l'ONU "a également documenté 244 meurtres d'anciens combattants des FARC depuis la signature de l'Accord de paix en Colombie en novembre 2016". En juillet 2020, le Représentant de l'ONU en Colombie a averti "le Conseil de sécurité que le meurtre d'anciens combattants, défenseurs des droits de l'homme et de dirigeants communautaires demeurait la menace la plus grave pour la paix depuis l'accord de paix de 2016". *teleSUR* a indiqué qu'en 2020, l'Institut colombien d'études pour le développement et la paix (Indepaz) a enregistré 91 massacres avec plus de 375 victimes, 310 dirigeants sociaux et 64 ex-combattants, "terminant l'année avec le 91ème massacre où sept personnes ont été tuées", plus 78 victimes d'homicides commis par les forces de sécurité

colombiennes. <https://news.un.org/en/story/2020/12/1080082>; https://www.telesurenglish.net/news/colombia-ends-the-year-2020-with-90th-massacre--20210101-0020.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Allemagne. Le *New York Times* a publié un long rapport sur l'ancien officier de l'armée allemande (identifié seulement sous le nom Franco A., en gardant les lois allemandes sur la protection de la vie privée) qui a joué le rôle d'un réfugié Syrien pendant 16 mois. Les procureurs affirment que cette ruse "faisait partie d'un complot d'extrême droite visant à réaliser un ou plusieurs assassinats qui pourraient être imputés à son alter ego réfugié et provoquer suffisamment de troubles civils pour faire tomber la République fédérale d'Allemagne". Lorsque la police a perquisitionné la maison de l'homme, elle a "découvert des dizaines de notes manuscrites et un journal", qui sont maintenant dans des dossiers de preuve. Le journaliste du *Times* les a lus et l'a également interviewé "à plusieurs reprises", au cours de laquelle Franco A. a montré au journaliste des "vidéos de lui-même déguisé en réfugié". <https://www.nytimes.com/2020/12/29/world/europe/germany-far-right-terrorism-refugee.html?referringSource=articleShare>

Guatemala. L'Open Society Justice Initiative a mis fin à son suivi des procès pour crimes graves au Guatemala. Pour la conclusion finale de l'état des affaires, voir : <https://www.ijmonitor.org/category/guatemala-trials/>

Iran. Le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires et six Rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont écrit au gouvernement en septembre pour soulever les questions du "refus continu de l'Iran de divulguer les circonstances de la mort et des restes de milliers de dissidents politiques disparus de force, puis qui auraient été exécutés de manière extrajudiciaire entre juillet et début septembre 1988 dans 32 villes, et le refus des autorités de fournir aux familles des certificats de décès exacts et complets". Ils ont fait remarquer que lorsque les certificats de décès ont été délivrés, "ils n'étaient pas exacts". Le Groupe de travail a appelé le gouvernement "à mener d'urgence une enquête approfondie et indépendante sur toutes les affaires, à divulguer des informations détaillées sur le sort de chaque individu et à poursuivre les auteurs". Amnesty International a salué la lettre de l'ONU comme une "avancée majeure".

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/12/iran-un-calls-for-accountability-on-1988-prison-massacres-marks-turning-point-in-three-decade-struggle/>; <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25503>

Irlande. Le débat s'est poursuivi sur la disposition des archives de la Commission de la maison de la Mère et du Bébé qui a enquêté sur les pratiques et les conditions dans ces institutions. À la fin du mois de novembre, l'*Independent* a eu accès à la correspondance entre Tusla, l'Agence pour l'enfance et la famille, et le ministère de l'Enfance, dans laquelle "Tusla a exprimé de sérieuses préoccupations quant à la prise en charge des archives", déclarant craindre "qu'on lui reproche d'avoir refusé l'accès aux dossiers des survivants et des personnes adoptées". Le directeur général de Tusla a souligné que l'agence "faisait déjà l'objet de "critiques soutenues" en raison de son "incapacité juridique à traiter de manière significative les informations que nous détenons déjà". <https://www.independent.ie/irish-news/tusla-concerned-about-taking-over-mother-and-baby-home-commission-archive-39804024.html>

Italie. Le juge dans l'affaire contre les fonctionnaires *d'Autostrade per l'Italia* et les fonctionnaires du ministère de l'Infrastructure et des Transports au sujet de la responsabilité de l'effondrement en 2018 du pont Morandi à Gênes qui a tué 43 personnes, a commandé un rapport indépendant sur les raisons de l'effondrement. Le rapport de 467 pages a été rendu public et met le blâme sur une foule de problèmes de la conception et la construction à l'entretien de la structure, a rapporté le *New York Times*. Le concepteur "savait que certains câbles d'acier étaient vulnérables à la corrosion et que certaines erreurs ont été commises lors de la construction compliquée d'un pont si particulier, selon les notes qu'il a faites à l'époque, maintenant recueillies dans les Archives d'État de Rome". Le rapport indique que l'opérateur de l'État du pont "n'a jamais effectué les tests approfondis sur ses séjours qui ont été suggérés par le concepteur". <https://www.nytimespost.com/poor-maintenance-and-construction-flaws-are-cited-in-italy-bridge-collapse/>

Kenya. La Haute Cour a accordé quatre millions de shillings kenyans à chacun des quatre survivants de violences sexuelles lors des troubles postélectorales entre décembre 2007 et février 2008, affirmant que le gouvernement n'avait pas réussi à enquêter sur les violations et à les poursuivre en justice, a indiqué l'*International Justice Monitor*. L'affaire a débuté en février 2013. Depuis, cinq juges ont présidé l'affaire; imaginez le dossier. Pour le contexte, voir *Nouvelles du GTDH*, Avril 2017. <https://www.ijmonitor.org/2020/12/kenyan-court-awards-four-sgbv-survivors-four-million-shillings/>

Kosovo. Le Premier ministre, avec l'accord du président par intérim, a congédié le chef de l'Agence de renseignement du Kosovo après "un inspecteur KIA aurait été trouvé au bureau du président . . . essayant d'obtenir des informations confidentielles du coffre-fort" tandis que Driton Gashi, l'ancien secrétaire de l'ex-président Hashim Thaci et également un ancien chef du renseignement, étaient dans le bureau, a signalé *BIRN*. Un conseiller de l'actuel président par intérim (qui a découvert l'opération) a déclaré que Gashi lui a dit: "Je ne veux pas que ces documents tombent entre les mains d'EULEX" (la mission de l'Union européenne sur l'État de droit qui fournit un soutien aux chambres spécialisées du Kosovo). Gashi nie ces allégations.

https://balkaninsight.com/2020/12/18/kosovo-fires-intelligence-chief-over-raid-on-presidents-safe/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=73bd980c8b-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-73bd980c8b-319725265; <https://eulex-kosovo.eu/?page=2,11,1280>

Liban. Le juge enquêtant sur l'explosion catastrophique du port de Beyrouth en août qui a tué près de 200 personnes a accusé le Premier ministre par intérim et trois anciens ministres de négligence, a rapporté le *New York Times*. "Des documents gouvernementaux obtenus par le *New York Times* et d'autres médias après l'explosion ont montré que l'avertissement sur le danger posé par le nitrate d'ammonium [qui a déclenché l'explosion] avait rebondi autour de l'État libanais pendant des années, traversant les bureaux du port et des autorités douanières, trois ministères, le commandant de l'armée libanaise, au moins deux juges puissants, le président et le Premier ministre. Il semble que [le premier ministre par intérim] M. Diab . . . avait été inculpé parce que les documents montraient qu'il avait été averti des produits chimiques quelques semaines avant l'explosion".

<https://www.deccanherald.com/international/world-news-politics/lebanon-pm-hassan-diab-charged-with-negligence-in-beirut-blast-925953.html>

Mali. La Commission internationale d'enquête de l'ONU pour le Mali, qui a enquêté sur les violences entre 2012 et 2018, a envoyé ses conclusions au Conseil de sécurité, a rapporté *Al Jazeera*. L'*AFP* en a obtenu copie et a indiqué que la Commission avait "des motifs raisonnables de croire que les forces maliennes de défense et de sécurité avaient commis des crimes de guerre" et que "des groupes armés extrémistes avaient commis des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre". Le rapport de 338 pages "détaille dans l'ordre chronologique 140 cas de violence ou d'abus" et "contrairement à d'autres rapports de l'ONU, les conclusions de la Commission internationale d'enquête peuvent servir de base juridique à d'éventuelles poursuites". La Commission a recommandé la création d'un tribunal spécial chargé de traiter les accusations.

<https://www.aljazeera.com/news/2020/12/22/un-mali-probe-sees-war-crimes-crimes-against-humanity> ; <https://www.macaubusiness.com/un-report-on-mali-gives-key-examples-of-crimes/>

Mexique. "Depuis 2000, 119 journalistes ont été tués au Mexique, selon le Comité pour la protection des journalistes, faisant du pays l'endroit le plus dangereux au monde pour les membres de la presse. En 2020, 60 journalistes de 25 médias internationaux se sont réunis pour poursuivre les histoires de leurs collègues mexicains assassinés, ce qui a donné lieu à "The Cartel Project", une série de cinq enquêtes publiées simultanément par 25 médias internationaux à travers le monde. Ils "ont suivi les associés internationaux de groupes criminels mexicains, révélant leurs liens avec le crime organisé" et, au cours de l'enquête, "ont eu accès à des documents exclusifs montrant des ventes d'armes à feu" de la part de fabricants d'armes allemands, belges, italiens et autres "fabricants d'armes multinationales"... aux États mexicains qui ont des antécédents de collusion avec des groupes criminels et de violations des droits de l'homme.

<https://forbiddenstories.org/the-cartel-project/>

Le *Washington Post* a publié un article de base sur la recherche des disparus au Mexique et les travaux de la Commission nationale de recherche. Les records de la Commission montrent que plus de 79 000 personnes ont disparu au Mexique, la plupart depuis 2006. Lorsque Karla Quintana est devenue le responsable de la Commission en février 2019, la commission avait "40 000 noms de disparus dans une courtepoinette folle de documents Excel et de fichiers Word, remplis de duplications et de fautes de frappe". Après que les travailleurs de la Commission ont consolidé et mis à jour les documents, ils ont "appelé les parquets pour obtenir les derniers chiffres", pour constater que "beaucoup n'enverrait pas l'information" et que, dans certains cas, "leurs dossiers n'étaient qu'un gâchis". Jusqu'à maintenant, "près d'un tiers des 32 États du Mexique" n'ont toujours pas remis leurs chiffres. Et de 2006 à 2019, la justice "avait un bilan

catastrophique de condamnations”: elle a ouvert 11 706 enquêtes sur les disparitions forcées et condamné 39 personnes. https://www.washingtonpost.com/graphics/2020/world/mexico-losing-control/mexico-disappeared-drug-war/?tid=ss_tw

World Politics Review a étudié la flambée des féminicides, écrivant: “Les statistiques du gouvernement montrent qu’une moyenne de 10 femmes sont assassinées chaque jour au Mexique, et les féminicides ont bondi de 137% au cours des cinq dernières années”. Encore plus glaçant: “de 2015 à 2018, seuls 7% des crimes contre les femmes ont même fait l’objet d’une enquête”. <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/29278/in-mexico-protests-continue-against-a-historic-spike-in-femicides>

Myanmar. Une veuve a déposé la toute première plainte d’un Rohingya devant le Comité national des droits de l’homme du Myanmar, demandant au gouvernement une indemnisation de 2 millions de dollars américains “pour son incapacité flagrante à s’attaquer de manière significative au massacre d’Inn Din dans lequel son mari a été tué” par l’armée du Myanmar. L’ONG *Legal Action Worldwide*, qui a participé au dépôt, a déclaré que la plainte “s’appuie sur le travail de deux journalistes de Reuters qui ont été emprisonnés au Myanmar alors qu’ils menaient une enquête qui a mis au jour le fait du massacre d’Inn Din” et ont été emprisonnés pour cela (libérés après 500 jours d’incarcération). Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, mai 2019. <http://www.legalactionworldwide.org/wp-content/uploads/2020/12/Press-Release-MHRC-10.12.pdf>; pour l’enquête de Reuters datant de février 2018, voir <https://www.reuters.com/investigates/special-report/myanmar-rakhine-events/>

Pays-Bas. Le gouvernement a accepté de payer “environ 2.000 personnes trans qui ont dû subir une stérilisation pour changer légalement de sexe” sur leur certificat de naissance, une pratique qui était en place du 1er juillet 1985 au 1er juillet 2014, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Un porte-parole de *Transgender Netwerk Nederland* a salué la nouvelle, mais a également noté que ceux qui n’ont pas subi de chirurgie “ont dû vivre sans reconnaissance légale de leur identité”. <https://news.trust.org/item/20201201160027-m5chn/>

Pérou. “Le Bureau du Médiateur a signalé qu’au moins 5 016 femmes, filles et adolescents ont été portées disparues entre janvier et novembre”, et les chiffres en novembre ont augmenté de 20 % par rapport à octobre, a indiqué *teleSUR*. “Le Bureau a également souligné qu’il y avait eu 127 féminicides, 188 tentatives de féminicide et 50 morts violentes” au cours de la période. “Une enquête de l’Institut national de la statistique et de l’information ... a noté qu’environ 60 % de la population considérait qu’il était “très bien” que les femmes puissent être maltraitées dans certaines circonstances”. https://www.telesurenglish.net/news/Over-5000-Women-Were-Reported-Missing-in-Peru-This-Year-20201214-0003.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Human Rights Watch a enquêté sur le meurtre de deux manifestants et les blessures lors de 200 manifestations et plus, de la mi-novembre 2020 contre l’éviction du président de l’époque Martin Vizcarra et a conclu que la police nationale avait “commis de multiples exactions” contre les manifestants. Les enquêteurs de HRW ont interrogé 76 participants, rencontré des représentants du gouvernement et “examiné plus de 200 vidéos publiées sur les médias sociaux”, des reportages dans les médias et des publications de groupes locaux de défense des droits de l’homme. Parmi les recommandations figurent un programme pilote pour la police de porter des caméras corporelles avec des “règles claires sur l’utilisation de ces caméras qui empêchent la police de trafiquer les images et les données, et de permettre aux images d’être diffusées aux organismes d’enquête et aux personnes touchées, tout en protégeant la vie privée des personnes enregistrées, en particulier les victimes de violence et d’enfants” et que “la police devrait commencer à enregistrer les appels liés au travail entre les policiers pendant les opérations de contrôle des foules” et de mettre les enregistrements à la disposition des procureurs et des enquêteurs des affaires internes. <https://www.hrw.org/news/2020/12/17/peru-serious-police-abuses-against-protesters#>

La police a filmé une descente au cours de laquelle “des membres de l’escouade anti-drogue de la police déguisés en Père Noël et un elfe sont entrés dans une maison à Lima non pas pour livrer des cadeaux, mais pour capturer un trafiquant présumé de cocaïne et de drogue”, rapporte Reuters. La police a déclaré que “l’homme arrêté avait été filmé en vendant de la drogue à l’extérieur de sa maison près d’une école.” <https://www.reuters.com/article/us-peru-police-santa/armed-santa-peruvian-police-take-unorthodox-steps-to-bust-drug-pusher-idUSKBN28P32Q> pour la vidéo du raid, voir *BBC*: <https://www.bbc.com/news/av/world-latin-america-55327903>

Philippines. Après la publication par l’agence de presse gouvernementale philippine d’une photo de membres de l’armée philippine posant à côté du corps d’un “combattant rebelle communiste présumé, qui est aussi la fille d’un membre du Congrès”, *Human Rights Watch* a déclaré que poser avec un corps pour

des photos est “un affront cruel et inutile à la dignité de l’individu et viole les lois de la guerre”, a rapporté *Al Jazeera*.

<https://www.aljazeera.com/news/2020/12/3/philippine-army-under-fire-after-killing-of-lawmakers-daughter>

Russie. Le média en ligne Readovka a fait état d’une “fuite importante de données personnelles de patients covid-19 admis à l’hôpital de Moscou, ainsi que de Moscovites qui avaient reçu l’ordre de se mettre en auto-quarantaine, ou condamnés à une amende pour avoir violé les règlements d’auto-quarantaine”. Les données comprenaient “les noms, les adresses à domicile, les numéros d’assurance, le numéro de téléphone et les données médicales”. *Human Rights Watch* a déclaré : “Bien que la collecte de données sur la propagation du COVID-19 puisse être importante pour contenir la pandémie, les autorités devraient veiller à ce que les efforts de collecte de données soient guidés par les principes de nécessité et de proportionnalité et élaborer des règlements complets et transparents sur la collecte et le stockage des données avec des garanties robustes en matière de sécurité des données”.

<https://www.hrw.org/news/2020/12/15/personal-data-thousands-covid-19-patients-leaked-moscow>

“Une enquête conjointe entre Bellingcat [un groupe de journalistes d’investigation] et *The Insider*, en coopération avec *Der Spiegel* et *CNN*, a permis de découvrir de volumineuses données sur les télécommunications et les voyages impliquant le Service fédéral de sécurité (FSB) russe dans l’empoisonnement de l’éminent homme politique d’opposition russe Alexeï Navalny. *Bellingcat* a noté que le gouvernement russe “a officiellement refusé d’ouvrir une enquête formelle” sur l’empoisonnement de Navalny. Le président russe Vladimir Poutine a admis lors d’une conférence de presse que les services de renseignement russes “doivent en effet garder un œil sur” Navalny. <https://www.bellingcat.com/news/uk-and-europe/2020/12/14/fsb-team-of-chemical-weapon-experts-implicated-in-alexey-navalny-novichok-poisoning/>; <https://www.theglobeandmail.com/world/article-putin-denies-involvement-in-poisoning-of-kremlin-critic-alexey-navalny/>

Espagne. “Le ministre espagnol de la Défense a demandé aux procureurs d’enquêter sur les conversations divulguées d’officiers militaires à la retraite qui auraient parlé de tirer sur des adversaires politiques et de louer le défunt dictateur Francisco Franco”, a rapporté AP. Les messages “d’un groupe privé WhatsApp” ont été publiés par le site *Infolibre*. <https://www.ourmidland.com/news/article/Spanish-minister-condemns-far-right-chats-of-15772749.php>

Soudan. Après avoir interrogé des témoins, y compris des médecins, et examiné des séquences vidéo, des photographies et des rapports médico-légaux, *Human Rights Watch* a conclu que “les autorités soudanaises ont fait un usage excessif de la force, y compris la force meurtrière, contre des manifestants le 15 octobre 2020, entraînant la mort de 7 manifestants, dont un garçon de 16 ans, ainsi qu’un responsable de la sécurité” et blessant 25 personnes “la plupart des blessures par balle ». Les manifestations ont eu lieu à Kassala après que le Premier ministre soudanais a limogé le gouverneur de l’État de Kassala. <https://www.hrw.org/news/2020/12/21/sudan-security-forces-kill-protesters-eastern-sudan>

Syrie. *Psychological Medicine* a publié les résultats d’une enquête écrite menée auprès de plus de 1 300 élèves du secondaire à Damas sur “l’impact que neuf années d’exposition au conflit ont eu. Ils ont constaté des répercussions négatives dans plus de la moitié des cas” — cela semblait pire chez les filles — “avec des niveaux élevés de syndrome de stress post-traumatique (SSPT), une colère problématique et d’autres problèmes de santé mentale importants”. <https://medicalxpress.com/news/2020-12-years-psychological-effects-syrian-war.html>

Royaume-Uni. Un coroner a statué que la mort en 2013 d’une fillette de 9 ans avait été causée par “l’asthme causé par l’exposition à une pollution excessive de l’air”, la “principale source de son exposition étant les émissions de la circulation”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. La “pollution atmosphérique” sera désormais inscrite sur son certificat de décès. Les experts juridiques ont qualifié le verdict d’“historique” et espèrent qu’il permettra au gouvernement de durcir les normes de pollution atmosphérique. <https://news.trust.org/item/20201216050305-57mxi/>

L’inspecteur en chef de la Gendarmerie et de l’Inspection des services de police et d’incendie et de sauvetage a publié un rapport conjoint indiquant que “la police devrait partager moins d’informations avec les agents d’immigration au sujet des femmes migrantes maltraitées ou victimes de la traite, car cela les empêche de chercher de l’aide”, selon la Fondation Thomson Reuters. <https://news.trust.org/item/20201217110733->

Royaume-Uni/Irlande du Nord. “Plus de 700 dossiers” sur les attentats à la bombe Du pub de Guildford en 1974 “devaient être ouverts cette année, mais ont été conservés par le ministère de l’Intérieur” apparemment parce qu’une nouvelle enquête sur la question est en cours, a signalé la *BBC*. “Un rapport de la police de Surrey a déclaré que la fermeture n’était pas pour une période indéterminée et durera trois ans”, ajoutant que les Archives nationales avaient demandé une mise à jour en Juillet prochain”. Les attentats à la bombe sont des événements emblématiques des “Troubles” de l’Irlande du Nord. <https://www.bbc.com/news/uk-england-surrey-55131476>

États-Unis. *Reveal* a poursuivi le Bureau Fédéral des Alcools, du Tabac, des armes à feu et des Explosifs pour obtenir des données sur le nombre d’armes à feu autrefois détenues par les services de police qui ont été trouvés sur les lieux du crime. La Cour d’appel du neuvième circuit a statué que des “ données de traçabilité globales des armes à feu, telles que le nombre d’armes retracées jusqu’à un endroit général”, peuvent être divulguées, rejetant l’allégation selon laquelle “ces données violaient la vie privée ou exposaient les opérations d’application de la loi”. Fait important, le tribunal a également rejeté l’idée que “la requête et la recherche de bases de données gouvernementales équivaut à la création d’un “nouveau document”, ce qui est une raison légale de rejeter une demande en vertu de la Loi fédérale sur l’accès à l’information. <https://revealnews.org/article/reveal-sued-the-atf-for-crime-gun-data-the-courts-decision-could-greatly-expand-government-transparency/>

Reuters a publié un important rapport d’enquête sur la mort de personnes en prison. “Reuters a déposé plus de 1500 demandes de records publics pour recueillir des données sur les populations carcérales, les soins de santé des détenus et les décès de détenus de plus de 500 des prisons locales du pays ou des systèmes de prison”, et compilé les décès de 2008-2019 (les données limitées pour 2018 ont contraint à exclure cette année). Six États ont dû être exclus pour diverses raisons, mais pour chacun des autres États, Reuters a compilé un rapport sur les données de l’État et les données sur les prisons individuelles, une aide majeure aux groupes de la société civile qui surveillent les conditions de détention. https://www.reuters.com/investigates/special-report/usa-jails-women/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=782546cf28-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-782546cf28-149736437

Les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis ont chargé “les États de signer des accords d’utilisation des données qui les engagent pour la première fois à partager des renseignements personnels” sur les personnes vaccinées contre le COVID-19, “y compris les noms, les dates de naissance, les ethnies et les adresses, ce qui alarme” qu’un registre fédéral des vaccins pourrait être utilisé à mauvais escient”, a rapporté le *New York Times*. Le gouverneur de l’État de New York a averti que “la collecte de données personnelles pourrait dissuader les sans-papiers” de se faire vacciner de peur que ces informations ne se retrouvent au département de la Sécurité intérieure et soient utilisées pour expulser les gens. <https://www.nytimes.com/2020/12/08/us/politics/cdc-vaccine-data-privacy.html>

Venezuela. L’Organisation des États américains a publié un rapport sur les violations des droits de l’homme au Venezuela. Entre autres conclusions, il a indiqué depuis 2014 que “18 093 exécutions extrajudiciaires [ont] été effectuées par les forces de sécurité de l’Etat ou *colectivo*” et “15 501 cas de détention arbitraire ou d’autres cas de privation grave de liberté”. D’autres constatations concernent la “malnutrition aiguë”, les disparitions forcées, la torture, le viol et la violence sexuelle. Elle a exhorté le procureur de la CPI à ouvrir “le plus rapidement possible” une enquête. https://www.oas.org/en/media_center/press_release.asp?sCodigo=S-023/20

La police a perquisitionné le siège de *Convite Civil Association*, une ONG qui défend les droits de l’homme des personnes âgées et fournit des médicaments. *Caracas Chronicles* a rapporté : “ils ne laissaient pas les travailleurs de *Convite* prendre une photo du document [mandat de perquisition], mais ils confisquaient du matériel, des fournitures et des documents financiers”. Il a éditorialisé que le gouvernement est gêné “que la société a trouvé des mécanismes pour s’organiser sans l’Etat, ils sont en colère que certaines ONG suivent, documentent et soulagent l’urgence humanitaire complexe et en outre, ils veulent montrer à l’ONU que s’ils ne gèrent pas l’aide humanitaire, personne ne le fait”. <https://www.caracaschronicles.com/2020/12/16/the-crackdown-against-venezuelan-ngos-continues-convite-is-raided/>

Vietnam. Amnesty International a publié un rapport sur “la censure et la criminalisation de l’expression en ligne au Vietnam”. Elle a noté qu’en avril 2020, Facebook avait “révélé qu’il acceptait d’augmenter significativement” le respect des demandes du gouvernement vietnamien de censurer les contenus “anti-État” au Vietnam après les pressions concertées des autorités vietnamiennes, y compris un ralentissement forcé des services Facebook dans le pays”. Cela, a déclaré Amnesty International, “a marqué un changement radical dans le paysage des médias sociaux au Vietnam”, ce qui rend les plateformes de médias sociaux “en passe de devenir des zones exemptes de droits de l’homme, où toute dissidence pacifique ou critique du gouvernement vietnamien est susceptible d’être censurée et où les utilisateurs qui cherchent à publier de tels contenus risquent d’être suspendus ou autrement exclus des plates-formes”. Le rapport documente “les expériences de dizaines de défenseurs et d’activistes vietnamiens des droits de l’homme”, les actions d’une “armée de trolls volontaires” et “les activités des cyber-troupes du Viet Nam connues sous le nom de “Force 47”, une unité militaire créée avec 10 000 personnes dont la mission est de “lutter contre les mauvaises vues et les informations déformées sur Internet”. Amnesty international a écrit : “Les entreprises technologiques, y compris Facebook et Google, doivent de toute urgence revoir leurs politiques de modération des contenus pour s’assurer qu’elles sont fermement ancrées dans les normes internationales en matière de droits de l’homme”.
<https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA4132432020ENGLISH.pdf>

Lectures recommandées.

“Documentation sur les droits de l’homme par la société civile – Besoins technologiques, défis et flux de travail”, Public International Law & Policy Group, The Engine Room et HURIDOCS :
<https://static1.squarespace.com/static/5900b58e1b631bffa367167e/t/5fb58bcb67862d7d964cf27a/1605733350976/PILPG+-+HR+Doc+Solutions+-+Assessment+Report.pdf>

“Droits du travail et droits syndicaux : normes interaméricaines”, Commission interaméricaine des droits de l’homme : http://www.oas.org/en/iachr/reports/pdfs/LaborRights_EN.pdf

“Médecine légale et disparus : Demandez aux experts de webinaire”, Comité international de la Croix-Rouge : <https://communities.ext.icrc.org/videos/3645>

“Utilisant le soleil et le sombres pour la géolocalisation,” *Bellingcat*:
<https://www.bellingcat.com/resources/2020/12/03/using-the-sun-and-the-shadows-for-geolocation/>

Dominik Landwehr, “Pas de tollé officiel dans l’affaire d’espionnage cryptographique suisse.” *SwissInfo*:
<https://www.eurasiareview.com/26122020-no-official-outcry-in-swiss-crypto-spying-affair/>

“Les flics obtiennent un nouvel outil pour rechercher des arbres généalogiques,” *WIRED*:
https://www.wired.com/story/cops-are-getting-a-new-tool-for-family-tree-sleuthing/?bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_121620&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list2_p2

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

La Section des archives et des droits de l’homme est reconnaissante au magazine d’archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* d’avoir géré la distribution de *La Lettre d’Information de la SADH*. Pour vous abonner aux Nouvelles, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Ce bulletin est publié sous licence Creative Commons. N’hésitez pas à le faire circuler et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)